

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

1er juillet 2016

TRAVAIL - (N° 3909)

Commission	
Gouvernement	

Tombé

**AMENDEMENT**

N ° 38

présenté par

Mme Laclais, Mme Battistel, M. Bleunven, Mme Bouziane-Laroussi, M. Bardy, M. Bapt, Mme Bulteau, M. Cresta, M. Delcourt, Mme Carrillon-Couvreur, Mme Françoise Dubois, M. William Dumas, M. Ferrand, Mme Gosselin-Fleury, Mme Gueugneau, Mme Huillier, Mme Le Houerou, M. Pellois, M. Premat, M. Terrasse et Mme Untermaier

-----

**ARTICLE 2**

Supprimer l'alinéa 493.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Le développement de nouvelles formes de travail (télétravail à domicile par exemple) et de contrats intermittents ou saisonniers reconduits d'années en années dans la même entreprise apporte une sécurité aux salariés et permet d'agir efficacement pour lutter contre le chômage.

Pour autant, cette forme d'emploi marquée par la flexibilité, la polyvalence et la pluralité d'employeurs ne doit pas nuire aux salariés, qui ne font que s'adapter à une société devenue plus mouvante, ou à une économie locale marquée par la saisonnalité.

Il importe donc que les salariés bénéficient des mêmes avantages que leurs collègues en CDI classiques, travaillant à l'année dans la même entreprise.

Cette égalité de traitement passe notamment par le paiement des salaires des jours fériés chômés, sans notion d'ancienneté puisque par définition un saisonnier n'a pas une longue ancienneté continue dans une entreprise, quand bien même il y serait employé tous les ans à la même saison.